

---

# RAPPORT 2008



## Female Sexwork

APiS

Don Juan

**Rapport 2008  
Female Sex Work**

**APiS – Prévention du sida dans le commerce du  
sexe  
Don Juan**

*Éditrice*

Aide Suisse contre le Sida  
Konradstrasse 20  
Case postale 1118  
CH-8031 Zurich  
E-mail: [aids@aids.ch](mailto:aids@aids.ch), site Internet: [www.aids.ch](http://www.aids.ch)  
Tél. 044 447 11 11, fax 044 447 11 12

*Auteurs*

Beat Rööfli  
Marlen Rusch  
Vinicio Albani

*Photo de couverture*

Carte postale distribuée durant l'Euro 08 (règles à  
respecter par les consommateurs de sexe tarifé)

Avec nos remerciements aux responsables régio-  
nales et aux médiatrices APiS ainsi qu'aux res-  
ponsables et aux médiateurs et médiatrices Don  
Juan qui, grâce aux données qu'ils ont réunies, ont  
permis la rédaction de ce rapport.

# Rapport APiS 2008

## Prévention du sida dans le commerce du sexe depuis 1992

Depuis 1992, l'Aide Suisse contre le Sida propose une offre de prévention dénommée APiS (*Aidsprävention im Sexgewerbe* – prévention du sida dans le commerce du sexe) sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Fondé sur le concept de l'autonomisation (*empowerment*), ce programme a pour objectif de maintenir et d'améliorer le niveau de santé des travailleuses migrantes du sexe (*Female Migrant Sexworkers*) par une action de prévention agissant sur les comportements. Il tente par ailleurs de faire progresser, grâce à un travail de prévention structurelle, les conditions générales pouvant favoriser un meilleur niveau de santé des professionnelles du sexe.

## Prévention à l'aide de la médiation

Le programme APiS s'articule autour de médiatrices. Ces femmes, issues de l'immigration proviennent d'horizons linguistiques et culturels analogues à ceux des travailleuses du sexe. Elles contactent ces dernières sur leur lieu de travail (salons de massage, cabarets, bars etc.) afin de les informer sur les comportements à risque face au VIH/sida ou à d'autres infections sexuellement transmissibles (IST). Elles leur remettent du matériel de prévention et d'information, notamment des préservatifs, du lubrifiant et une brochure intitulée « Stella » qui existe en douze langues. Elles donnent également des conseils portant sur la santé en général ou sur des questions psychosociales et juridiques. Elles peuvent fournir des adresses de spécialistes ou de services particuliers. Pour accomplir cette tâche exigeante, les médiatrices bénéficient d'une formation continue régulière et d'un accompagnement professionnel de la part des collaboratrices des organisations partenaires régionales de l'Aide Suisse contre le Sida.<sup>1</sup>

## APiS – présence dans 17 régions de Suisse

Financés par différentes sources, les projets APiS sont mis en œuvre dans 17 régions de Suisse ainsi qu'au Liechtenstein par des organisations partenaires locales. En général, ce sont les cantons ainsi que différents fonds et fondations qui assurent la contribution financière la plus importante. S'y ajoutent des contributions des communes et des villes, de l'Aide Suisse contre le Sida et de diverses institutions. Les dons sont également une source importante de financement. La mobilisation des ressources finan-

<sup>1</sup> Les organisations partenaires de l'offre APiS sont : Aids-Hilfe Aargau, Aarau; Aids-Hilfe beider Basel, Bâle; Xenia, Berne; Aids-Hilfe Graubünden, Coire; Aspasia, Genève; Fri-santé Grisélidès, Fribourg; Fleur de Pavé, Lausanne; fa6 Fachstelle für Sexualfragen und HIV-Prävention, Schaan; Aids-Hilfe Luzern, Lucerne; Aiuto Aids Ticino, Lugano; Verein Lysistrada, Soleure; Aids-Hilfe Thurgau-Schaffhausen, Schaffhouse; Fachstelle für Aidsfragen des Kantons Schwyz, Goldau; Maria Magdalena, Saint-Gall; Aids-Hilfe Oberwallis, Visp; Antenne Sida du Valais Romand, Sion; Aids-Infostelle Winterthur, Winterthur; Isla Victoria, Zurich.

cières s'avère très difficile dans certaines régions et requiert des efforts importants de la part des organisations partenaires régionales.

Le présent rapport se fonde sur les indications fournies par les responsables régionales APiS, dont les informations ont été évaluées, résumées et complétées par l'Aide Suisse contre le Sida.

De plus amples informations relatives aux objectifs, à l'implantation nationale et régionale ainsi qu'au contexte sociopolitique du programme APiS se trouvent sur notre site Internet ([www.aids.ch](http://www.aids.ch)).

## 1 Constatations générales sur le commerce du sexe en 2008

### 1.1 Évolution de l'offre des établissements, bars, salons et cabarets

Dans l'ensemble, comme le confirment huit régions, le nombre total d'établissements liés au commerce du sexe demeure stable. L'ouverture de nouveaux établissements dans certaines localités est compensée par la fermeture d'autres établissements ailleurs. Berne, Argovie, Schwyz et le Haut-Valais signalent un léger recul de l'offre, tandis que la Suisse orientale fait état d'une augmentation du nombre de salons et bars en Thurgovie, dans les Grisons et à Winterthur. Par ailleurs, un grand club a ouvert ses portes dans la campagne lucernoise. Dans le canton de Soleure, Lysistrada constate une diminution de la fréquence des changements de gérants d'établissement. Fleur de Pavé (Lausanne) fait état d'une baisse du nombre de cabarets mais d'une augmentation du nombre de salons et bars. Aucun changement n'est signalé dans le canton de Fribourg, car Grisélidès n'y dispose pas encore de données comparatives.

Avec les accords bilatéraux, un grand nombre de professionnelles du sexe ont pu ouvrir un salon en toute légalité et de manière indépendante. Elles dépendent dès lors moins des clubs et bars déjà en activité. En particulier dans les régions de frontière, le commerce du sexe semble donc se déplacer de plus en plus vers de petits salons et des appartements privés.

### 1.2 Tendances actuelles dans le commerce du sexe

#### Durcissement de la concurrence – relâchement de la protection

L'on s'attend à une baisse de la demande en conséquence de la crise économique. Les prix dégringolent et la pression pour satisfaire les souhaits des clients augmente. Il n'est donc pas étonnant que la plupart des organisations partenaires constatent une augmentation des rapports sexuels non protégés et font même état d'une demande inhabituellement forte pour ce type de prestations. Les travailleuses du sexe, de même que les consommateurs de sexe tarifé et les gérants d'établissements confirment que

la majorité des travailleuses du sexe proposent des rapports oraux sans préservatifs. Ils expliquent qu'au vu de la concurrence actuelle, de l'offre de plus en plus excédentaire de travailleuses du sexe, les femmes qui exigent le préservatif n'ont guère de chance de succès. Il est donc pour elle de plus en plus difficile de résister à cette pression. Ce phénomène n'est cependant pas nouveau et il est difficile de savoir si la proportion de rapports non protégés a réellement augmenté en 2008. Depuis des années, les travailleuses du sexe affirment en effet que de nombreux clients demandent des rapports non protégés et sont disposés à payer davantage pour une telle prestation.

### **Accroissement de la violence**

Quatre régions estiment que la violence a augmenté, un phénomène qui est probablement lui aussi lié au durcissement de la concurrence. Une étude sur la violence dans les milieux du commerce du sexe à Bâle<sup>2</sup> révèle la présence de multiples formes de violence et observe que les travailleuses du sexe ne perçoivent même plus comme telles les formes de violences latentes, par exemple les humiliations verbales.

### **Autres tendances**

La moitié des organisations partenaires remarquent d'autres changements. Les clients demandent plus souvent des rapports anaux, des baisers avec la langue et des jeux uro. Quelques régions signalent une hausse des clients consommateurs de drogues et des offres de sexe par et pour des hommes. La rotation des femmes d'un établissement à l'autre s'accélère ; celles-ci changent de canton ou de pays dès qu'elles commencent à gagner moins.

### **1.3 Biographie des travailleuses du sexe**

La moitié des régions APiS constate des changements relatifs aux professionnelles du sexe elles-mêmes, mais les tendances sont très diverses : d'un côté, on signale qu'il y a moins de débutantes, de l'autre plus de femmes qui n'ont jamais travaillé dans la prostitution dans leur pays d'origine.

### **Pays de provenance et structure démographique**

Les évolutions relatives aux pays de provenance sont très variées. En Suisse alémanique, durant la deuxième moitié de l'année, le nombre de femmes russes et dominicaines est en baisse tandis que le nombre d'Ukrainiennes et de Brésiliennes ainsi que de femmes provenant de pays de l'UE et travaillant légalement avec un permis de travail est en hausse. Le nombre de femmes hongroises progresse également ; ce sont souvent de très jeunes filles qui travaillent dans des bars à champagne et bénéficient d'un permis de travail 90 jours par année civile.

<sup>2</sup> «Prostitution zwischen Faszination und Abscheu» Gewalt im Sexgewerbe. Die Situation von Sexarbeiterinnen mit Migrationshintergrund im Raum Basel-Stadt. Eva Büschi, Maritza Le Breton, Fachhochschule Nordwestschweiz, Hochschule für Soziale Arbeit. Olten, octobre 2008

Le nombre de femmes provenant de Thaïlande est en recul car elles n'obtiennent plus de visa de touriste et leur âge moyen tend à augmenter. Les femmes d'Amérique latine viennent désormais aussi du Mexique, du Costa Rica, de Surinam ou d'Espagne avec un passeport de République Dominicaine.

Si les femmes d'Europe centrale et orientale provenaient jusqu'à présent plutôt des grandes villes, elles arrivent maintenant souvent de petites villes ou de la campagne et n'ont fréquemment pas dépassé le niveau de la scolarité obligatoire.

Certaines organisations partenaires font état d'un changement de génération. Les « anciennes » remettent leur appartement à de jeunes travailleuses du sexe et abandonnent le métier parce qu'elles ne satisfont plus les besoins des clients.

### **1.4 Accessibilité des travailleuses du sexe**

Plusieurs organisations partenaires estiment qu'il a été un peu plus facile en 2008 qu'en 2007 d'atteindre les travailleuses du sexe, mais la moitié d'entre elles ne constate aucun changement de ce point de vue.

Un grand nombre de travailleuses du sexe proposent leurs services uniquement via un numéro de portable publié dans une annonce dans la presse et sont donc difficiles à atteindre. Les médiatrices d'APiS n'ont que des contacts ponctuels avec les femmes qui opèrent dans des hôtels, des appartements privés et pour des services d'escorte. Le seul moyen d'avoir des contacts demeure généralement une présence constante dans la rue, dans les quartiers et dans les établissements liés au commerce du sexe.

Par la continuité de son action, APiS ne cesse de gagner en notoriété, ce qui lui assure un meilleur accueil par les propriétaires de clubs, et crée une base de confiance entre médiatrices et travailleuses du sexe, ce qui forme une bonne base de travail. APiS assure sa présence par de multiples plates-formes, notamment les rendez-vous à midi ou les dia-shows qui forment un cadre propice à la rencontre et au dialogue, aussi bien avec les travailleuses du sexe qu'avec les gérants d'établissements.

### **1.5 Nouvelles dispositions légales**

La plupart des antennes (15) observent qu'il n'y a pas de changement dans les dispositions légales s'appliquant à la prostitution ou à la migration. Dans quelques régions, l'on remarque l'entrée en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juin 2008 de dispositions de l'UE en vertu desquelles il est désormais possible de demander à la Confédération via Internet les autorisations de travail pour des pays de l'UE/AELE. Sur ce point, la situation n'est souvent pas claire. Dans d'autres régions, l'on constate en revanche une loi sur les étrangers plus restrictive à la suite de l'abrogation de la règle qui permettait aux étrangères de travailler pendant une période de 8 jours. En Suisse romande, un groupe de travail a été constitué pour suivre la préparation d'une nouvelle loi sur la prostitution.

## Permis L

Plusieurs cantons sont revenus sur leur décision d'abolir le permis L<sup>3</sup>. Avec ses organisations membres, l'ASS continue de militer pour le maintien du statut de danseuse et veut ainsi empêcher le glissement vers l'illégalité et la dépendance de femmes qui aujourd'hui travaillent en toute légalité. Et qui dit illégalité, dit plus grande difficulté de communiquer aux femmes les messages de protection de la santé et de prévention. Dans plusieurs cantons, les autorités profitent de la remise du permis L aux danseuses pour leur communiquer des informations sur le sexe à moindres risques ainsi que sur les risques d'infection, et pour leur remettre une liste d'adresses utiles.

## 1.6 Mesures policières et collaboration avec les autorités de police

### Descentes de police avant l'Euro 2008

Dans l'ensemble, les incidents criminels sont rares et la situation semble s'être quelque peu calmée par rapport à 2007. Outre les petits contrôles réguliers, en Suisse alémanique la police a effectué plusieurs descentes de grande envergure préalablement à l'Euro 08. Les régions latines font par contre beaucoup moins état qu'en 2007 de descentes de police. L'on signale quelques cas de peines de détention et de travailleuses du sexe renvoyées dans leur pays. Le contrôle des personnes tend à devenir plus difficile car les femmes ne restent que peu de temps au même endroit.

## 2 Constatations relatives au groupe-cible des travailleuses du sexe migrantes

### 2.1 Conditions de travail

Sept organisations partenaires signalent des changements par rapport à 2007. Plusieurs régions estiment que les conditions de travail se sont détériorées et relèvent en général que cela tient au durcissement de la concurrence. Des cabarets sont transformés en bars à champagne, ce qui entraîne une péjoration des conditions de travail, notamment des règles en matière de temps de travail qui ne laissent plus aucun temps libre aux professionnelles du sexe.

Pour lutter contre les loyers abusifs, Genève a introduit un plafond légal, ce qui a quelque peu désamor-

<sup>3</sup> «En 2006, la question du maintien ou de l'abolition du statut des danseuses de cabaret (permis L) a été débattue au niveau fédéral et dans plusieurs cantons. Selon l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers (OLE), les cantons peuvent accorder des autorisations de séjour, pour une durée maximale de huit mois par année civile, à des danseuses de cabaret qui se produisent dans un spectacle. Certains cantons (AI, AR, SG, TG, SH, VS, JU, ZG) ont cependant déjà fait usage de la possibilité qui leur est conférée d'interdire l'admission de danseuses de pays tiers. Le canton de Vaud a également décidé d'abolir, dès l'été 2007, les autorisations de séjour accordées aux danseuses de pays tiers. Dans le canton de Fribourg, des discussions sur l'abolition du permis L sont en cours. Le canton de Berne est revenu sur son intention d'abolir le permis L, notamment grâce à l'intervention de Xenia, le centre de conseils pour les femmes actives dans le commerce du sexe.» (Rapport APiS 2007, p. 4)

cé le problème. Cependant, en raison d'une concurrence toujours plus vive, les femmes n'ont parfois plus assez de clients pour réussir à payer leur loyer. Les autorités commencent à prendre la question de la prostitution un peu plus au sérieux. Par des entretiens, il a été possible de sensibiliser différents niveaux institutionnels (notamment police, offices des étrangers, offices des passeports, départements de l'économie) aux problèmes relatifs aux droits et aux devoirs des travailleuses du sexe.

### 2.2 Santé et prévention

#### Problématiques signalées

Les travailleuses du sexe souffrent de multiples problèmes de santé, qui vont des affections gynécologiques, comme les mycoses et la gonorrhée, à l'hépatite B en passant par des douleurs oculaires.

En plus des troubles physiques, les travailleuses du sexe se débattent avec de nombreux problèmes psychologiques, notamment en raison de grossesses non désirées et d'avortement, mais aussi des violences subies.

Ces multiples difficultés sont sans doute l'une des causes de la forte consommation de drogues, de somnifères et d'alcool – un sujet très tabou – chez les prostituées.

#### Connaissances lacunaires sur les IST

Le niveau d'information sur l'infection par le VIH/sida et par d'autres infections sexuellement transmissibles varie parmi les travailleuses du sexe, selon qu'elles ont une longue expérience de la profession ou, au contraire, viennent d'arriver dans le milieu, et selon l'autonomie plus ou moins grande dont elles jouissent dans leur travail. Les femmes qui sont nouvelles dans la profession ont des lacunes plus grandes. Tendanciellement, les femmes sont mieux informées sur le VIH/sida que sur les autres IST qu'elles connaissent très mal. Les travailleuses du sexe apprécient donc beaucoup les rencontres d'information consacrées aux IST.

#### Sexe à moindres risques et concurrence

Le respect des mesures de protection dépend souvent des conditions de vie et de travail. Plus une prostituée est vulnérable, plus elle acceptera facilement des pratiques à risques. La forte concurrence pousse les femmes à accepter des demandes de rapports non protégés et à renoncer au préservatif. Souvent, la volonté de répondre aux souhaits des clients et des gérants passe avant le sexe à moindres risques.

#### Rapports oraux souvent sans préservatif

Les rapports oraux en particulier sont souvent proposés sans protection car les femmes tendent à sous-estimer le risque d'IST. Les travailleuses du sexe pensent qu'elles ne risquent rien si elles n'avalent pas le sperme. Pour ce qui du VIH/sida, la plupart des femmes connaissent les deux principales règles de prévention.

## 2.3 Accès au système de santé publique suisse

### Accès plus difficile

En raison du manque de connaissances linguistiques et à cause de leur mobilité, les travailleuses migrantes du sexe connaissent souvent mal ou ne connaissent pas du tout l'offre en matière de santé. Les barrières culturelles, des conditions de travail souvent précaires, la peur de la stigmatisation expliquent qu'elles n'ont que rarement recours au système de santé suisse et continuent fréquemment à travailler même lorsqu'elles ont contracté une affection gynécologique. De plus, de manière illégale, les employeurs déduisent souvent du salaire le coût de l'incapacité de travail, raison pour laquelle les femmes ne consultent un médecin qu'en cas d'urgence. Les hospitalisations s'avèrent problématiques pour les femmes qui ne disposent d'aucune couverture d'assurance et ne peuvent payer un dépôt de 500 francs. Les femmes sans assurance maladie préfèrent souvent se faire soigner par un médecin dans leur pays ou se rendre à Zurich qui leur garantit l'anonymat.

Plusieurs régions APiS ont cherché, sans toujours les trouver, des médecins de confiance disposés à collaborer à une offre de soins. Elles tentent de mettre sur pied des offres de consultation médicale à bas seuil pour les femmes qui séjournent illégalement en Suisse. Beaucoup de travailleuses du sexe sont affiliées à une caisse-maladie mais, souvent, ne paient pas leurs primes régulièrement, en conséquence de quoi il arrive que les caisses refusent d'assumer les frais de traitement.

## 3 Lobbying 2008

Mal vues socialement, les travailleuses du sexe ne peuvent compter sur aucun soutien politique. La réalité souvent difficile de leurs conditions de travail et de vie n'est guère perçue par le public en Suisse, quand elle n'est pas tout simplement ignorée. Le travail de lobbying des organisations partenaires régionales APiS afin de sensibiliser le public et les autorités à l'importance de la prévention du VIH/sida dans le commerce du sexe est donc fondamental.

Les actions menées dans le cadre de l'Euro 2008 ont obtenu un large écho médiatique et attiré l'attention du public sur la problématique du commerce du sexe. Dans différents organes (partis, centres spécialisés, écoles, notamment HSA Lucerne, syndicats, conférence pastorale Einsiedeln etc.), des groupes de travail ont été constitués et des rencontres d'information ont été consacrées à la prostitution et à la traite des femmes. Les organisations partenaires ont établi des contacts réguliers avec les polices cantonales, brigades des mœurs et polices des étrangers.

Les travailleuses du sexe confirment que la population est devenue plus sensible et plus solidaire à leur égard et que le ton général dans les rapports avec elles s'est amélioré. Elles estiment aussi avoir été mieux traitées par la police. Quant à savoir si à moyen terme cela se traduira par des ressources

plus importantes et plus sûres pour APiS, c'est une autre question.

### Offre insuffisante pour couvrir les besoins

Selon l'estimation des organisations partenaires, l'offre APiS couvre environ 60% des établissements, bars, appartements privés et autres lieux où se pratique le sexe tarifé. Les estimations varient toutefois fortement d'une région à l'autre, de 25 à 100%. À l'exception de Genève, il semble qu'il y a, surtout en Suisse romande, de nombreux établissements qu'APiS n'atteint pas. En moyenne, les établissements concernés reçoivent la visite d'une médiatrice de 2 à 12 fois par an, la moyenne suisse étant de 5 visites par année.

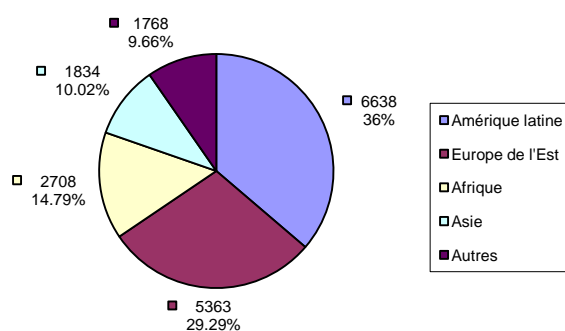
## 4 Données statistiques 2008

### 4.1 Nombre de contacts

En 2008, 18 311 contacts ont été établis avec des travailleuses du sexe, contre 19 418 en 2007, dans le cadre de l'offre APiS.<sup>4</sup>, soit 6% de moins qu'en 2007, année pendant laquelle le nombre de contacts avait augmenté de 14% par rapport à 2006. Cette légère baisse est peut-être due au fait que le nombre total d'entretiens a fortement progressé (+ 47%).

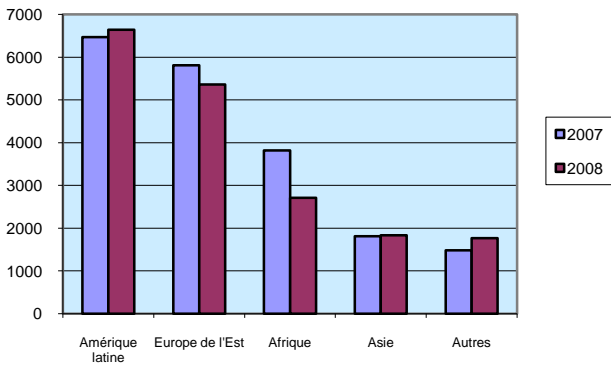
### 4.2 Contacts par régions d'origine

La majorité des contacts, soit 36% (34% en 2007), concerne des travailleuses du sexe d'Amérique latine. 29% (30% en 2007) des entretiens ont été menés avec des femmes originaires d'Europe centrale et orientale, 15% (20% en 2007) avec des Africaines, 10% (9%) avec des Asiatiques et 10% (8% en 2007) avec des femmes d'autres régions (Suisse, Europe occidentale, Etats-Unis).



Ill. 1 : Région d'origine des travailleuses du sexe contactées

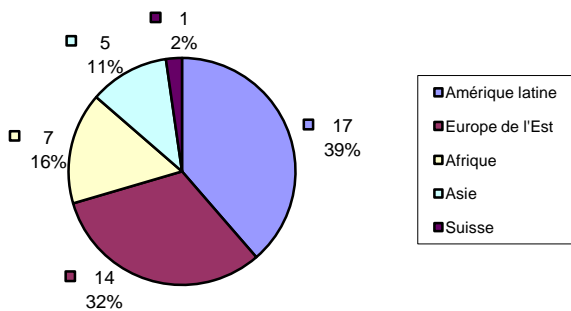
<sup>4</sup> Un contact peut englober aussi bien un bref entretien en vue de distribuer du matériel qu'une discussion approfondie. Les données 2008 n'intègrent pas 8951 contacts avec des femmes qui se prostituent dans la rue à Lausanne. Car ce sont de très brefs contacts qui ne permettent pas de fournir des données plus détaillées, par exemple sur l'origine des femmes. Cela permet de maintenir la possibilité de comparer avec l'année 2007.



III. 2 : Comparaison des régions d'origine 2007 – 2008

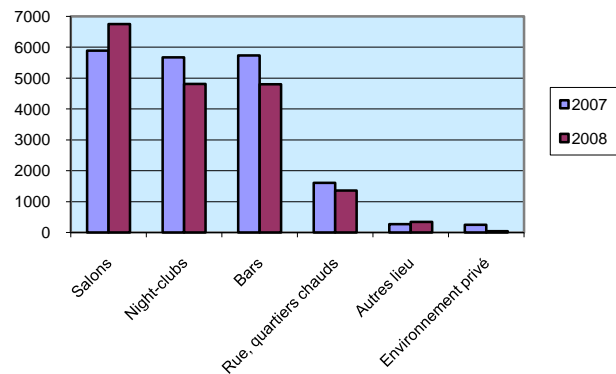
### 4.3 Médiatrices et lieux de prévention

En 2008, 44 (43 en 2007) médiatrices ont participé à l'offre APiS, dont 5 qui ont commencé en 2008.<sup>5</sup> Les autres travaillent pour la plupart depuis plusieurs années pour APiS. Un bon tiers des médiatrices est originaire d'Amérique centrale et du Sud, principalement du Brésil. Viennent ensuite les médiatrices d'Europe centrale et de l'Est (près d'un tiers), tandis que celles d'Afrique, d'Asie et de Suisse constituent une minorité.



III. 3 : Provenance des médiatrices APiS

En 2008, les médiatrices sont principalement intervenues dans les salons où les contacts représentent 37% du total et sont en nette hausse par rapport à 2007. Viennent ensuite les contacts dans les night-clubs (27%) et les bars (27%). Rarement, les travailleuses du sexe ont été contactées dans la rue (7%) où il est plus difficile d'engager un dialogue. Et beaucoup plus rarement encore, les médiatrices ont rencontré les travailleuses du sexe dans leur environnement privé (<1%) ou dans d'autres endroits (2%).

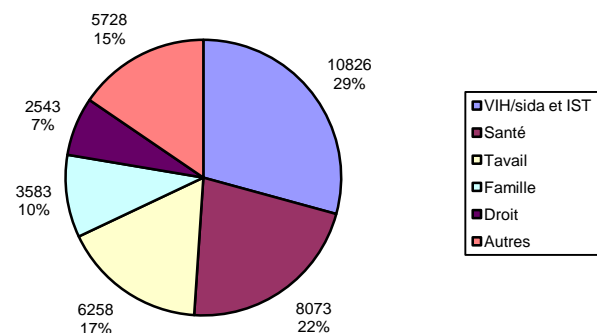


III. 4 : Nombre de contacts établis dans les différents lieux de prévention. Évolution 2007-2008

### 4.4 Thèmes abordés lors des contacts

Depuis que les premiers rapports nationaux ont été publiés en 1999, les thèmes prioritaires abordés par les médiatrices sont restés identiques. En 2006 également, les discussions ont porté essentiellement sur le thème « VIH/sida et IST » (29% des entretiens). Viennent ensuite d'autres aspects relatifs à la santé (22%) ainsi que des questions touchant aux domaines « travail » (17%), « famille » (10%), « droit » (7%) et « autres » (15%). Les variations de 2007 à 2008 entre les différents thèmes abordés sont faibles – seuls les domaines « famille » et « autres » affichent une hausse assez nette - mais le nombre total d'entretiens a fortement augmenté (47%).

Sur l'ensemble des femmes contactées, 20% seulement étaient déjà connues des médiatrices APiS. Ce chiffre tient probablement à la grande mobilité géographique des travailleuses du sexe. Les médiatrices essuient très rarement un refus de contact (<1%) et sont au contraire généralement bien accueillies et appréciées.



III. 5 : Sujets abordés dans le travail de prévention

<sup>5</sup> Origine (région) : Rép. Dominicaine (BB), Brésil (BB), Russie (AG), Ukraine (Li), Roumanie (TI)

## 1 Introduction

Don Juan est un projet national de prévention VIH/sida qui s'adresse aux consommateurs de sexe tarifé et qui a pour but de les informer sur le VIH/sida ainsi que les autres infections sexuellement transmissibles. Par ce travail de sensibilisation à l'importance de la prévention, Don Juan apporte une contribution essentielle à la réduction du nombre de nouvelles infections au sein de la population hétérosexuelle.

L'éducation en face-à-face comprend des entretiens menés par des hommes et des femmes spécialement formés (éducatrices, éducateurs) avec des consommateurs de sexe tarifé dans le milieu de la prostitution. Ces actions d'éducation ont été menées pour la première fois dans différentes villes suisses en 1999, dans le cadre d'une phase pilote, afin d'en vérifier la faisabilité. Il ressort des évaluations que cette démarche permet d'établir un contact avec les consommateurs de sexe payant et de faire passer le message de la prévention du VIH/sida par des entretiens personnels.

### Collaboration avec les propriétaires d'établissements

Depuis l'année 2000, l'Aide Suisse contre le Sida (ASS) et ses organisations membres et partenaires régionales réalisent cette démarche d'éducation en face-à-face sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique. Quelques régions ont prolongé le concept de ces actions : Don Juan n'inclut plus seulement des entretiens avec les clients des professionnelles du sexe, mais donne également une large place à la sensibilisation des gérants d'établissements à l'importance de la prévention du VIH. L'évaluation réalisée en 2007 par l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne a montré qu'il faudrait associer encore davantage les propriétaires d'établissements aux efforts de prévention afin d'atteindre de manière plus complète les consommateurs de sexe tarifé. Les actions en face-à-face sont particulièrement bien adaptées au contexte urbain. La promotion du site Internet [www.don-juan.ch](http://www.don-juan.ch) et un renforcement de la coopération avec les responsables APiS sont en cours.

## 2 Euro 08 : fair play et sexe tarifé



III. 1 : Carte postale et règles du sexe à moindres risques

L'Euro 2008 a été une excellente plate-forme pour adresser, hors des milieux de la prostitution, des messages sur la prévention et les règles à suivre par les consommateurs de sexe tarifé. Les responsables régionaux de Don Juan ont profité de l'occasion pour des actions sur le terrain, dans les restaurants, les fans zones, les bars etc. Une équipe de football Don Juan, portant un maillot spécialement créé à cet effet, s'est mêlée au public des matchs pour distribuer du matériel (préservatifs et cartes postales indiquant les règles à suivre par les consommateurs de sexe tarifé). Objectif : sensibiliser à l'importance du sexe à moindres risques mais aussi aux règles à suivre par les consommateurs de sexe tarifé et promouvoir le site [www.don-juan.ch](http://www.don-juan.ch). Au total, 35 actions ont été menées à Bâle, Berne, Coire, Genève et Zurich. Cette action nationale a été réalisée en collaboration avec l'Office fédéral de la santé publique.

### Les cinq règles du client des prostituées

Les règles à suivre par les consommateurs de sexe tarifé ont été développées par les responsables régionaux Don Juan en collaboration avec ProCoRé (Prostitution Collectif Réflexion) et la responsable de la campagne « Euro 08 contre la traite des femmes » :

1. *La courtoisie, le respect et une apparence soignée facilitent le contact.*
2. *L'alcool désinhibe mais diminue la libido. Moins on boit, plus on prend son pied.*
3. *Tenez votre parole. Respectez toujours ce qui a été convenu, à commencer par le prix.*
4. *Si la prostituée travaille contre son gré ou si elle est sous pression, consultez [www.don-juan.ch](http://www.don-juan.ch) pour des adresses d'aide.*

5. *Préservatif ou préservatif, vous avez le choix : celui de la bonne taille. Mais jamais sans.*

### Réactions positives aux actions Don Juan

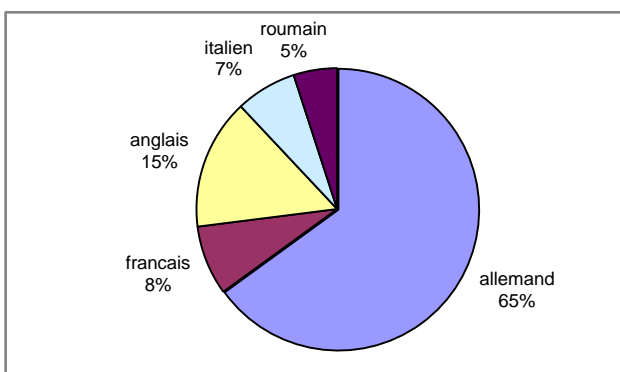
Dans toutes les régions, les actions Don Juan ont suscité partout des réactions positives. Chez les supporters de foot, les réactions dépendent du pays de provenance. Ainsi les supporters allemands et néerlandais sont apparus très ouverts et spontanés, contrairement aux supporters turcs, croates et russes qui ont fait preuve de plus de réserve.

Les actions Don Juan ont suscité un intérêt très vif chez les femmes supporters qui ont lu plus attentivement les cartes postales que les hommes et en ont fait des commentaires plus positifs.

### Différentes réactions aux cartes postales

Si la photo a très bien accueilli, beaucoup d'hommes n'ont par contre guère prêté attention au texte au dos de la carte ou n'ont pas compris le rapport entre la photo et les règles à suivre par les clients de prostituées. Pour attirer davantage l'attention, les collaborateurs de Don Juan ont distribué la carte postale avec un préservatif. L'on constate des pertes de dispersion plus ou moins grandes dans toutes les régions et l'on ne sait pas si les personnes qui les ont reçues les ont envoyées à d'autres (« send to a friend »).

La distribution des cartes postales a eu lieu avant le début de l'EURO 2008 à Zurich et à Berne dans des bars et établissements divers. Dans le canton de Berne, un matériel de prévention plus attrayant a permis de convaincre de nouveaux établissements à participer au travail de prévention. À Bâle, deux hôtels de luxe ont été intéressés à la distribution de cartes postales, de même que plusieurs travailleuses du sexe.



III. 2 : Cartes postales distribuées par langue sur un total de 36600 cartes

### Nouvelles actions indispensables pour promouvoir les règles des clients de prostituées

Si les cartes postales indiquant les règles à suivre par les consommateurs de sexe tarifé ont pu être distribuées aux supporters de foot, les réactions de ces derniers laissent planer un doute quant aux effets de cette action. Il est difficile de dire si les hommes

ont lu le texte de la carte postale ou s'ils ont été nombreux à se sentir interpellés. Tous les responsables Don Juan pensent qu'il est important de continuer à faire connaître, sous la forme de nouvelles actions nationales, les règles à suivre par les consommateurs de sexe tarifé.

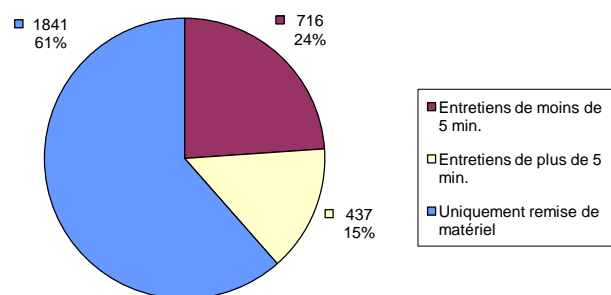
## 3 Résultats quantitatifs

### 3.1 Lieux, moments et nombre d'actions

Lieu	Moment	Actions
Bâle		2
Berne		9
Coire		11
Fribourg	soirées	2
Genève		5
Lausanne	septembre	5
Saint-Gall	toute l'année	?
Zurich		61
<b>Total</b>		<b>95</b>

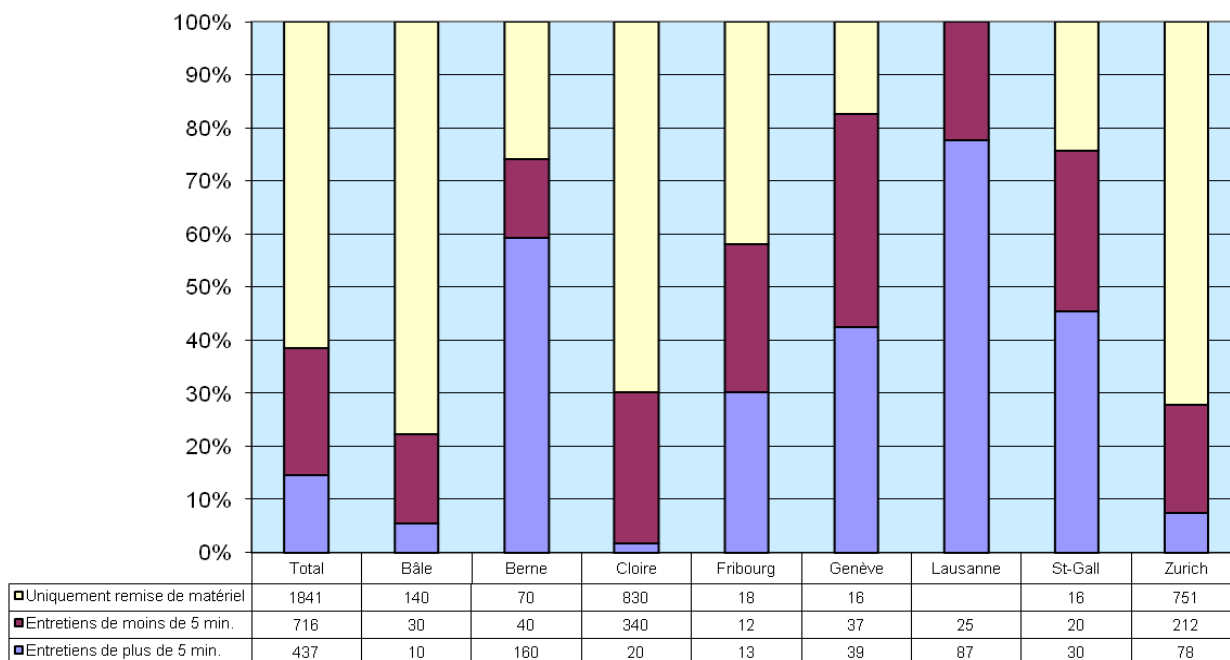
### Nombre d'hommes/clients contactés

Selon les régions, de 1 à 10 éducateurs et éducatrices ont participé à l'intervention. Au total, les actions ont permis de s'adresser à 2994 clients de prostituées, contre 4954 en 2007, soit une baisse d'environ 2000 contacts (40%). Ce résultat tient aux actions supplémentaires menées pendant l'Euro 2008. Le nombre d'allophones (7%) est étonnamment faible, il faut toutefois supposer que cette donnée n'a pu être récoltée que dans les cas où un entretien a effectivement eu lieu. Un entretien a pu avoir lieu avec 39% des hommes contactés, contre 37% en 2007 ; le résultat est donc assez stable. Dans 38% des cas, les entretiens ont duré plus de 5 minutes, et dans 62% des cas moins de 5 minutes. La majorité des contacts s'est limitée à la simple remise de matériel (61%).



III. 3 : Nombre et types de contacts

### 3.2 Contacts dans les régions

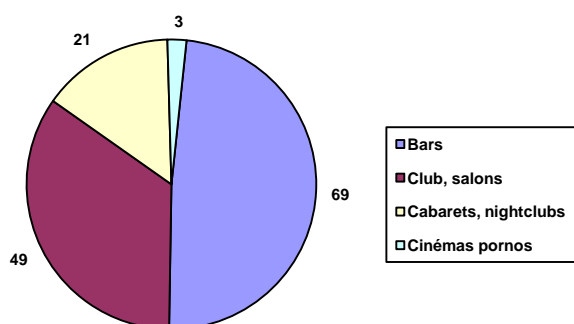


III. 4 : Nombre et types de contacts dans les régions

Il demeure des écarts considérables entre les régions pour ce qui concerne les différents types de contacts. Ainsi, alors que Berne et Lausanne affichent une proportion très élevée d'entretiens de plus de 5 minutes, et que Lausanne ne remet du matériel que dans le cadre d'un dialogue, Coire, Bâle et Zurich présentent une situation opposée. Par ailleurs, Coire et Zurich affichent un nombre total de contacts bien plus élevé.

### 3.4 Contacts avec les propriétaires d'établissements, bars, clubs

Les responsables de Don Juan ont pris contact personnellement avec les propriétaires d'établissements, bars, clubs etc. La plupart sont ouverts au dialogue et acceptent que l'on s'adresse directement aux clients qui fréquentent leur établissement et que l'on y distribue du matériel de prévention. Le nombre de contacts varie fortement entre la ville et la campagne.



III. 5 : Nombre d'établissements visités

### Professionalisme et entretien des contacts

Deux facteurs essentiels du succès du travail de prévention sont le professionnalisme des spécialistes de la prévention ainsi que le contact régulier avec les propriétaires d'établissements.

### 3.5 Matériel distribué

Cette année encore, les préservatifs Don Juan ont été bien accueillis par les clients. Dans toutes les antennes Aide Sida, le flyer « Envie de sexe »<sup>6</sup> a été aussi bien utilisé dans les actions en face-à-face, que proposé aux propriétaires pour qu'ils les exposent de façon visible dans leurs bars et établissements. Les pochettes d'allumettes ainsi que les cartes postales indiquant les règles à suivre pour les consommateurs de sexe tarifé ont été un peu moins utilisées que l'année précédente. Les affichettes Don Juan sont peu appréciées de certains propriétaires d'établissements. En plus du matériel spécifique au projet, de nombreux autres gadgets et brochures ont été distribués aux clients de prostituées.<sup>7</sup>

### L'importance d'un matériel attrayant

Tous les responsables Don Juan soulignent à quel point il est important de disposer de matériel de prévention attrayant tant pour les consommateurs de sexe tarifé que pour les propriétaires d'établissements. Un matériel conçu de manière professionnelle facilite en effet clairement l'accès aux deux groupes-cibles.

<sup>6</sup> Aucune indication spécifique pour Fribourg.

<sup>7</sup> Amour, plaisir et protection; leporello pour allophones; VIH/sida: ce qui est risqué et ce qui ne l'est pas; adresses pour tests de dépistage; pochettes d'allumettes «Feuerfest»; informations statistiques sur les infections; lubrifiant; préservatifs de différentes tailles; adresses utiles; matériel de la campagne Love Life; brochures spécifiques sur le VIH, l'hépatite B, brochure Stella; catch covers et flyers spécifiques; brochures en langues étrangères; cartes postales Euro 08.

## 4 Connaissances et attitudes à l'égard de la prévention

### Connaissances très lacunaires sur les IST

Toutes les antennes Aide Sida confirment que les connaissances des consommateurs de sexe tarifé sur le VIH et le sida sont lacunaires. Le constat est encore plus inquiétant pour ce qui concerne les IST. C'est en particulier le risque qu'impliquent les rapports oraux non protégés qui est sous-estimé. Les clients affichent des niveaux de connaissance différents, de plus en plus de jeunes sont mal informés.

### Nombreuses questions

Les nombreuses questions sur le sexe à moindres risques, les préservatifs, les tests de dépistage etc. témoignent d'un manque de connaissances mais indiquent aussi que les clients s'intéressent à ces problématiques et souhaitent en savoir davantage. L'importance et l'utilité d'un travail d'information actif paraissent donc incontestables.

### Rapports à risque malgré l'information

Les comportements de protection laissent autant à désirer que le niveau de connaissances des consommateurs de sexe tarifé. Ces derniers demandent donc des fellations la plupart du temps sans protection ; de plus, il ressort des entretiens que les rapports sexuels sans préservatif demeurent fréquents dans le commerce du sexe. Il est par ailleurs inquiétant de constater que souvent même un niveau de connaissances suffisant n'empêche pas les comportements à risque. Les raisons qui expliquent ce phénomène sont connues.<sup>8</sup>

## 5 Spécificités régionales

### Bâle

En raison de changement au niveau du personnel, il n'a pas été possible d'assurer une présence régulière dans la rue. Par contre, Don Juan peut se targuer d'une forte présence pendant l'Euro 2008 et d'un grand intérêt des médias pour le travail de l'offre Don Juan.

### Berne

Don Juan a pu établir de nouveaux contacts avec des établissements à Thoun et à Bienne.

### Coire

L'insuffisance des ressources contraindra probablement l'Aide Sida de Coire à cesser le travail de prévention Don Juan. Celle-ci souligne néanmoins l'importance de ce travail et les conséquences d'un arrêt de ce projet, notamment la perte des réseaux et des relations qui se sont construits grâce à Don Juan.

<sup>8</sup> Confiance envers les travailleuses du sexe parce que l'on est un client habituel, sentiment que la contraception et la prévention sont l'affaire des travailleuses du sexe, croyance que les travailleuses du sexe se soumettent régulièrement à des contrôles médicaux, incompatibilité du préservatif avec l'image de virilité, sentiment que le préservatif entrave l'érection et le plaisir.

### Fribourg

À Fribourg, la prostitution se concentre quasiment dans une seule rue. Il existe un seul établissement où se rendent beaucoup de femmes pour y rencontrer des clients et les emmener ensuite dans leur studio. Quelques rares travailleuses du sexe proposent leurs services dans des vitrines.

### Genève

Une évaluation du projet auprès des gérants d'établissement et des clients de prostituées a donné un résultat positif. Le flyer « Envie de sexe ? » a été lu avec intérêt. Genève souligne l'importance des contacts réguliers avec les gérants d'établissement.

### Lausanne

À Lausanne, Don Juan ne s'adresse plus seulement aux clients dans la rue et dans les quartiers de la prostitution mais aussi dans les établissements. Il n'est cependant pas toujours facile d'établir un contact personnel, ni avec les clients de prostituées, ni avec les propriétaires d'établissements.

### Saint-Gall

L'antenne Aide Sida de Saint-Gall/Appenzell espère que des standards minimaux seront introduits pour les salons et clubs, car sans une base contraignante, le travail dans les établissements reste difficile. La Principauté du Liechtenstein est un bon exemple de l'effet de standards minimaux : Don Juan ne peut s'adresser aux clients de prostituées que dans des clubs et salons.

### Zurich

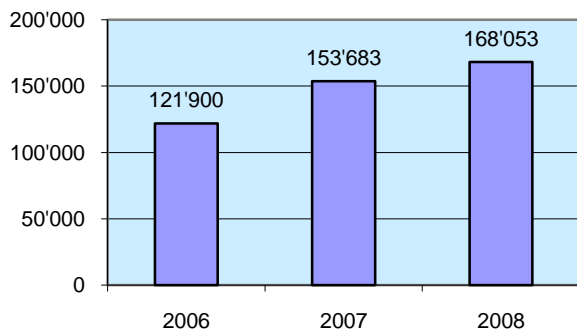
Le contact régulier avec les gérants de bars porte ses fruits mais prend beaucoup de temps en raison du grand nombre de bars dans le quartier chaud de la Langstrasse et des changements fréquents de propriétaires et de personnel. Dix actions spéciales de prévention ont été réalisées dans le cadre de l'Euro 2008.

## 6 Prévention sur Internet

Parallèlement aux actions d'éducation en face-à-face, l'Aide Suisse contre le Sida réalise, depuis décembre 2003 et en collaboration avec Don Juan, le projet « Travail avec les consommateurs de sexe tarifé sur Internet ». Le site

**www.don-juan.ch** fournit des informations sur le VIH et les IST aux clients des professionnelles du sexe. Il a enregistré en 2008 plus de 168 000 visites d'internautes, soit 9% de plus qu'en 2007, année où la croissance avait déjà atteint 26% par rapport à 2006.

### Nombre de visites



III. 6 : Nombre de visites d'internautes 2006-2008

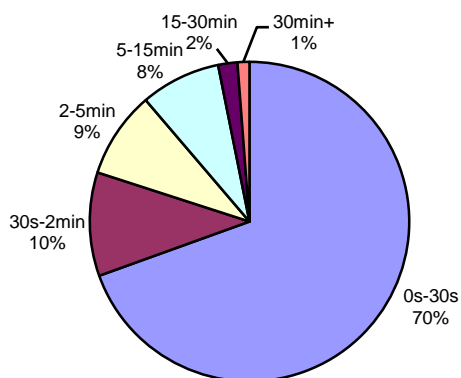
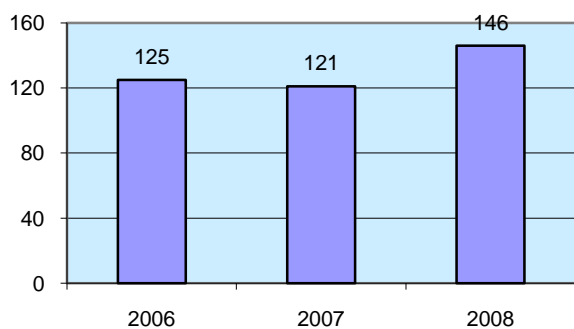
Les statistiques 2008 révèlent que 30% des internautes accèdent au site de Don Juan via un lien ; 23% y arrivent par un moteur de recherche et 46% directement ou via un signet.

### Augmentation de la durée des visites

En moyenne, la durée des visites sur le site Don Juan a augmenté de 20% par rapport à 2007, soit de 2,5 minutes. Il faut cependant observer que la plupart des visites sur le site durent quelques secondes à peine. 70% des visites durent 30 secondes ou moins, et ce sont sans doute souvent des internautes qui sont arrivés sur le site par erreur ou ne s'y intéressent pas du tout.

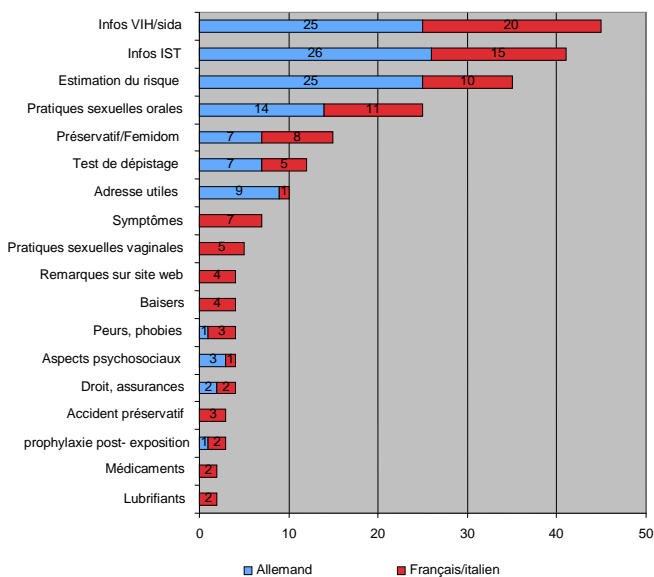
Par rapport aux années précédentes, le nombre de visiteurs n'a cessé de progresser et le nombre de visites d'une durée de 30 secondes à 2 minutes augmente plus que la moyenne.

### Durée moyenne des visites en secondes



III. 7 : Durée du séjour 2008

### Conseils en ligne Don Juan



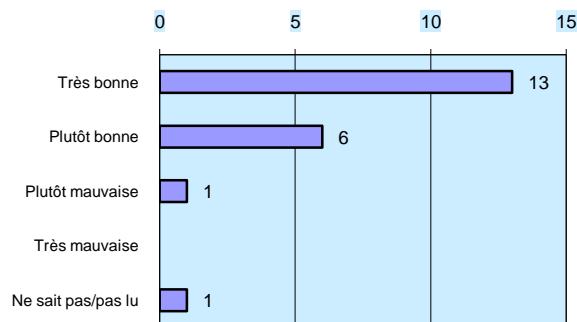
III. 8 : Sujets des conseils on line Don Juan 2008

Au total, 79 hommes et 5 femmes ont profité de l'offre de consultation anonyme on line. Les questions posées concernent principalement le VIH/sida, les IST, l'estimation individuelle du risque et les rapports oraux. Il s'agit pour l'essentiel de consultations uniques.

### Réactions suscitées par le site Internet

Une enquête sur le site Web a obtenu 21 réponses. La majorité estime que l'impression générale que donne le site est très bonne.

### Quelle est votre impression générale du site Internet Don Juan



III. 9 : Impression générale des usagers sur le site Internet

## Activités APiS/Don Juan de l'Aide Suisse contre le Sida 2008

L'Aide Suisse contre le Sida assure la direction du programme national APiS / Don Juan, direction qui en 2008 a englobé essentiellement les activités suivantes :

- Rapport national sur les activités de prévention dans le domaine *Female Sex Work* en 2007
- Organisation et direction des activités Don Juan, Euro 08 « pour les jeux les plus excitants de tous les temps ».
- Atelier « Matériel de prévention » APiS / Don Juan
- Organisation et réalisation de deux réunions de coordination des responsables régionales de l'offre APiS et d'une réunion de coordination des responsables régionaux de l'offre Don Juan
- Organisation et conduite d'une rencontre commune des responsables APiS et Don Juan. Thème : Euro 08 / Contacts avec les propriétaires d'établissements
- Formation continue de deux jours pour les médiatrices APiS. Thèmes essentiels : nouvelles stratégies de prévention et modalités de communication des médiatrices APiS
- Formation continue d'un jour des spécialistes APiS / Don Juan. Thèmes : nouvelles stratégies de prévention dans le commerce du sexe féminin / tendances politiques marquant la prostitution et ses conséquences pour la prévention
- Distribution de matériel de prévention et d'information aux organisations partenaires APiS (en particulier préservatifs, lubrifiant et brochure d'information « Stella »)
- Mise à jour de la brochure « Stella »
- Banque de données MeDiaSa (prestations médicales pour travailleuses du sexe étrangères) à l'usage des responsables APiS
- Promotion de [www.don-juan.ch](http://www.don-juan.ch) dans les quotidiens et sur des sites Internet
- Série d'article « sex & sicher » : Questions et réponses tirées des consultations on line Don Juan pour le magazine érotique OKAY
- Direction et coordination du groupe d'accompagnement Female Sex Work en collaboration avec l'Office fédéral de la santé publique : accompagnement de l'étude sur les bonnes pratiques
- Garantie de l'unité de doctrine par l'harmonisation entre les principes régissant l'offre APiS nationale et les principes de la Charte de l'Aide Suisse contre le Sida